

23 Juin : Nous célébrons LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES SERVICES PUBLIQUES
Thème : Qui se soucie de l'avenir ?

**Au : Autorités politique et administratives,
Cadres de la fonction publique et
La communauté des acteurs humanitaires**

ActionAid RDC est une organisation non gouvernementale autonome, membre de la fédération mondiale ActionAid qui œuvre pour la justice sociale, l'égalité des sexes et l'éradication de la pauvreté. Avec son expérience dans les réponses humanitaires, aider les personnes déplacées internes, les forums de femmes et les populations autochtones à construire un environnement résilient durable et des moyens de subsistance pour les femmes.

Il est clair que COVID-19 aura un impact dramatique sur les finances publiques à court et moyen terme dans notre pays. Nous savons que cette période est particulièrement intense pour vous lorsque vous essayez de sécuriser des ressources pour des services désespérément nécessaires dans un environnement difficile.

Dans le contexte de la RDC, les femmes passent en moyenne quatre heures et 25 minutes par jour à des soins non rémunérés et au travail domestique, contre une moyenne de seulement une heure et 23 minutes pour les hommes.

Globalement, cela change de moins d'une minute par an. S'il est correctement évalué, ce travail constituerait au moins 9% du PIB mondial ou 11 billions de dollars américains.

Dans le contexte de la RDC, il y a encore beaucoup de lacunes à considérer notamment :

- Lorsque les femmes passent plusieurs heures par jour à s'occuper des enfants, la mise à disposition d'écoles publiques gratuites et la garde des jeunes enfants peuvent être transformatrices. Lorsque les femmes doivent s'occuper des malades et des personnes âgées à domicile, l'accès aux services de santé peut réduire le fardeau. Lorsque les femmes passent des heures à chercher de l'eau, l'accès à de l'eau propre près de chez elles peut transformer des vies. En effet, la fourniture de services publics sensibles au genre est essentielle à la fois pour la réalisation des droits humains et des ODD, et pour transformer la vie des femmes. Des services de qualité pour la garde des jeunes enfants, l'éducation du public, les soins de santé, l'eau et l'assainissement sont essentiels - parallèlement aux investissements dans l'énergie, l'agriculture et la protection sociale.
- Les crises sanitaire et économique déclenchées par la pandémie de COVID-19 ainsi que les déplacements massifs des populations exacerberont les faiblesses du système de santé et moyens de subsistance de la RDC ; mettront en danger la vie de citoyens plus pauvres et vulnérables.
- Les preuves montrent que le pays avait une pénurie importante d'agents de santé avant la pandémie de COVID-19. L'OMS constate que le nombre de médecins, d'infirmières et de sages-femmes pour 10 000 habitants en République démocratique du Congo est nettement inférieur aux seuils recommandés par l'OMS. Selon les derniers chiffres disponibles, le pays comptait 0,74 médecin (2016) pour 10000 habitants contre un seuil recommandé de 15, 11,10 infirmières (2018) pour 10000 habitants contre un seuil de 30 et 0,23 sages-femmes (2016) pour 10000 habitants par rapport à un seuil de 3.

- L'OMS estime également que la RDC fera face à une pénurie de 200 000 à 300 000 infirmières en 2030. Cet écart prévu représente plus du double du nombre total d'infirmières du pays en 2018 (les données les plus récentes disponibles). Il s'agit d'une colline escarpée à gravir en 12 ans et qui nécessiterait une volonté politique et des investissements financiers considérables.
- Malheureusement, à travers le monde et en particulier en Afrique, différents services publics sont chroniquement sous-financés depuis des décennies, laissant les pays incapables de faire respecter les droits des personnes, loin de l'objectif pour atteindre les Objectifs de développement durable et incapables de répondre aussi efficacement qu'ils le pouvaient au COVID -19.

Nous continuons de saluer le travail que le gouvernement met déjà en place pour les mesures d'intervention, notamment :

- La semaine du 12 avril, le Premier ministre a approuvé une exonération de TVA de trois mois sur les produits pharmaceutiques et les produits de base, ainsi que l'assouplissement de certaines mesures fiscales pour soutenir les entreprises et faire des dons au fonds d'allégement COVID du pays en franchise d'impôt.
- La semaine suivante, le pays a également adopté des mesures pour fournir gratuitement de l'eau et de l'électricité pendant deux mois aux ménages, aux hôpitaux et aux micros, petites et moyennes entreprises touchées par les fermetures, interdire les expulsions pour non-paiement du loyer entre mars et juin et suspendre la TVA sur la production et la vente des produits de base.
- Nous félicitons le courage et le dévouement des agents de santé qui sont en première ligne de la réponse COVID-19.

Nous vous écrivons en cette Journée des services publique (23 juin) pour vous proposer des mesures pour éviter un effondrement de la prestation des services publics essentiels :

1. **Les services institutionnels gouvernementaux devraient nécessairement fournir des soins de santé, une nutrition, un accès à la terre et d'autres soins aux personnes déplacées à l'intérieur du pays touchées par le conflit**, y compris les femmes et les filles malgré leur statut, et garantir un accès égal aux services publics et aux services nécessaires pour vivre dans la dignité.
2. **Renforcement des secteurs de la justice sociale et de la santé pour assurer une gestion efficace des cas de violence basée sur le genre (GBS)** ; le gouvernement devrait investir dans le renforcement des capacités sur les mécanismes de gestion des cas dans les secteurs sociaux et la justice est donc égal à la santé et bien équiper les centres de santé avec des soins suffisants et rendre accessibles des services gratuits pour les personnes touchées par la violence sexuelle.
3. **Dans le contexte de COVID-19, la suspension des paiements de la dette est désormais à l'ordre du jour mondial - mais elle a tendance à être trop faible** (couvrant uniquement la dette due à d'autres gouvernements, pas la dette privée ou multilatérale) et pour une durée trop courte (jusqu'à la fin de 2020, quand elle sera nécessaire au moins jusqu'à la fin de 2021). Le gouvernement de la RDC devrait travailler avec d'autres pays pour faire un appel panafricain à une annulation plus durable de la dette, plutôt qu'à une suspension qui ne fait que retarder les paiements. Cela doit aller de pair avec un engagement à réformer les processus de passation des marchés de dette afin que tous les futurs prêts soient convenus à la suite d'un processus transparent et responsable. C'est le

ActionAid International

DRC Office

Croisement Av. Colonel Ebeya et Hôpital H1

Gombe/ Kinshasa/ R.D Congo

Email: actionaidrdc@actionaid.org

Website: www.actionaid.org/

www.drc.actionaid.org/

The logo for ActionAid, featuring the word "actionaid" in a bold, lowercase, sans-serif font. The "a" is significantly larger and more prominent than the other letters, and the "i" has a dot. The color is a vibrant red.

moment pour le gouvernement de la RDC d'insister sur son droit de dépenser les revenus qu'il génère pour apporter une réponse globale et durable à COVID-19 et investir pour atteindre les ODD, plutôt que de payer de vieilles dettes.

- 4. Supprimer les contraintes actuelles sur la masse salariale du secteur public qui bloquent le recrutement et la rémunération décente des infirmières, des soignants, des enseignants et des autres personnels de première ligne essentiels.** Le gouvernement devrait nouer des contacts avec différents donateurs et partenaires pour garantir davantage d'investissements dans les travailleurs du secteur public, en particulier dans les agents de santé et éducation.

Nous, les soussignés, nous sommes engagés à travailler avec notre gouvernement pour faire en sorte que COVID-19 marque un tournant pour notre pays, nous faisant évoluer vers une économie et une société plus durable qui se soucient à la fois des personnes et de la planète. Nous espérons que nous pourrions travailler avec vous pour assurer une réévaluation des travailleurs du secteur public de première ligne en tant que fondement d'un avenir économique plus durable.

Cordialement,
Actionaid RDC

Kinshasa, 23 Juin 2020

Yakubu Mohammed Saani
Directeur pays/ Actionaid RDC

National PSI affiliates

+ national EI affiliates national trade union federations / national Women's rights organisations / partners; national Tax justice, fiscal justice, debt organisations; national youth movements/ partners / student unions; national Partners; national Universities / think tanks / research institutes; prominent individuals and activists + wider public